

MAYENNE

# Centre Communal d'Action Sociale



**RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025**

**BILAN D'ACTIVITÉS 2024**

# SOMMAIRE

Présentation du CCAS	pages 4 & 5
Organigramme	page 6
<b>Le Pôle Action Sociale</b>	<b>pages 7 à 22</b>
<b>I) – L'organisation et les missions</b>	
IA) L'organisation du Pôle Action Sociale	pages 8 & 9
IB) Les missions du Pôle Action Sociale	pages 10 à 15
<b>IB1) Les aides sociales légales et facultatives</b>	
<u>Les aides sociales légales :</u>	
• les dossiers d'aide sociale	
• les domiciliations	
<u>Les aides sociales facultatives :</u>	
• les aides financières :	
- l'aide à la subsistance	
- les secours et prêts CCAS	
• les départs en vacances	
• dispositif JAN "J'apprends à nager"	
• les TIG	
<b>IB2) L'Action Sociale d'Intérêt Communautaire</b>	page 16
<b>IB3) Le Fonds d'Aide aux Jeunes</b>	pages 16 à 17
<b>IB4) Le Logement</b>	pages 17 à 21
Le Service Logement	
Le Centre d'Accueil d'Urgence (CAU)	
Les logements ALT	
Le bail glissant	
L'intermédiation locative (IML)	
La Maison de la Davière	
La cellule de voisinage	
<b>IB5) Les commissions et groupes de travail</b>	page 21
<b>II) – Les perspectives 2025</b>	page 22
IIA) L'ASIC	
IIB) Les logements Vieille Route d'Ambrières	
IIC) Programme logements neufs parc social en 2025	

## **Le Pôle Maintien à Domicile** **pages 23 à 34**

### **I) – L'organisation et les missions**

IA) L'organisation du Pôle Maintien à Domicile

page 24

IB) Les missions du Pôle Maintien à Domicile

pages 25 à 32

IB1) Le service Portage des repas

IB2) Le service d'aide et d'accompagnement à domicile

IB3) Bilan 2024

### **II) – Les perspectives 2025**

pages 32 à 34

## **La Résidence Autonomie** **pages 35 à 44**

### **I) – L'organisation et les missions**

pages 36 & 37

### **II) – Le Personnel**

pages 38 & 39

### **III) – Les indicateurs de suivi**

pages 39 & 40

### **IV) - Les commissions et groupes de travail**

pages 40 à 42

### **V) - Le budget**

page 43

### **VI) – Les perspectives 2025**

page 44

## **GLOSSAIRE** **pages 45 & 46**

# LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

L'article L.2312 ;1 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que, pour les communes de 3 500 habitants et plus, les départements, les régions, leurs établissements publics administratifs et les groupements comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants, la tenue d'un rapport d'orientation budgétaire a lieu dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget primitif.

Ce rapport doit permettre de discuter des orientations budgétaires où préfigureront les priorités qui seront affichées dans le Budget Primitif de l'année 2025. Pour cela, il nous faut nous appuyer sur le rapport d'activités 2024 du CCAS et les besoins de notre population.

## Le CCAS : un outil au service de l'action sociale municipale

Le Centre Communal d'Action Sociale est un Établissement Public Administratif qui a pour mission d'animer une action générale de prévention et de développement social dans la commune en liaison avec les institutions publiques et privées.

A ce titre, il développe différentes activités et missions légales ou facultatives, directement orientées vers les populations concernées :

- aide et accompagnement des personnes âgées,
- aide aux personnes en situation de handicap,
- aide aux familles en difficulté, aux enfants,
- lutte contre les exclusions
- ...

Le Centre Communal d'Action Sociale gère aussi des équipements et services, il apporte son soutien technique et financier à des actions sociales d'intérêt communal et participe à l'instruction des demandes d'aide sociale légale.

Il intervient également dans le cadre de l'aide sociale facultative, qui constitue souvent l'essentiel de la politique sociale de la commune :

- secours d'urgence
- prêts sans intérêt
- aides alimentaires
- Destination vacances et week-end,
- etc...

Pour mettre en œuvre ces différentes missions, le Centre Communal d'Action Sociale dispose de recettes d'exploitation et de fonctionnement qui peuvent comprendre notamment :

- Les subventions versées par la commune,
- Les produits provenant des prestations de services fournies par le CCAS,
- Les versements effectués par les organismes d'assurance maladie, d'assurance vieillesse, les caisses d'allocations familiales, ...
- Les subventions d'exploitation et les participations,
- Les ressources propres du centre, notamment celles provenant des dons et legs qui lui sont faits.

Pour ce qui concerne le CCAS de Mayenne :

Les **recettes** sont, pour le principal, composées :

- des services et prestations vendus,
- de la subvention municipale,
- des revenus des immeubles,
- des subventions de l'État, du Département.

Les **charges** quant à elles, sont représentées pour l'essentiel par :

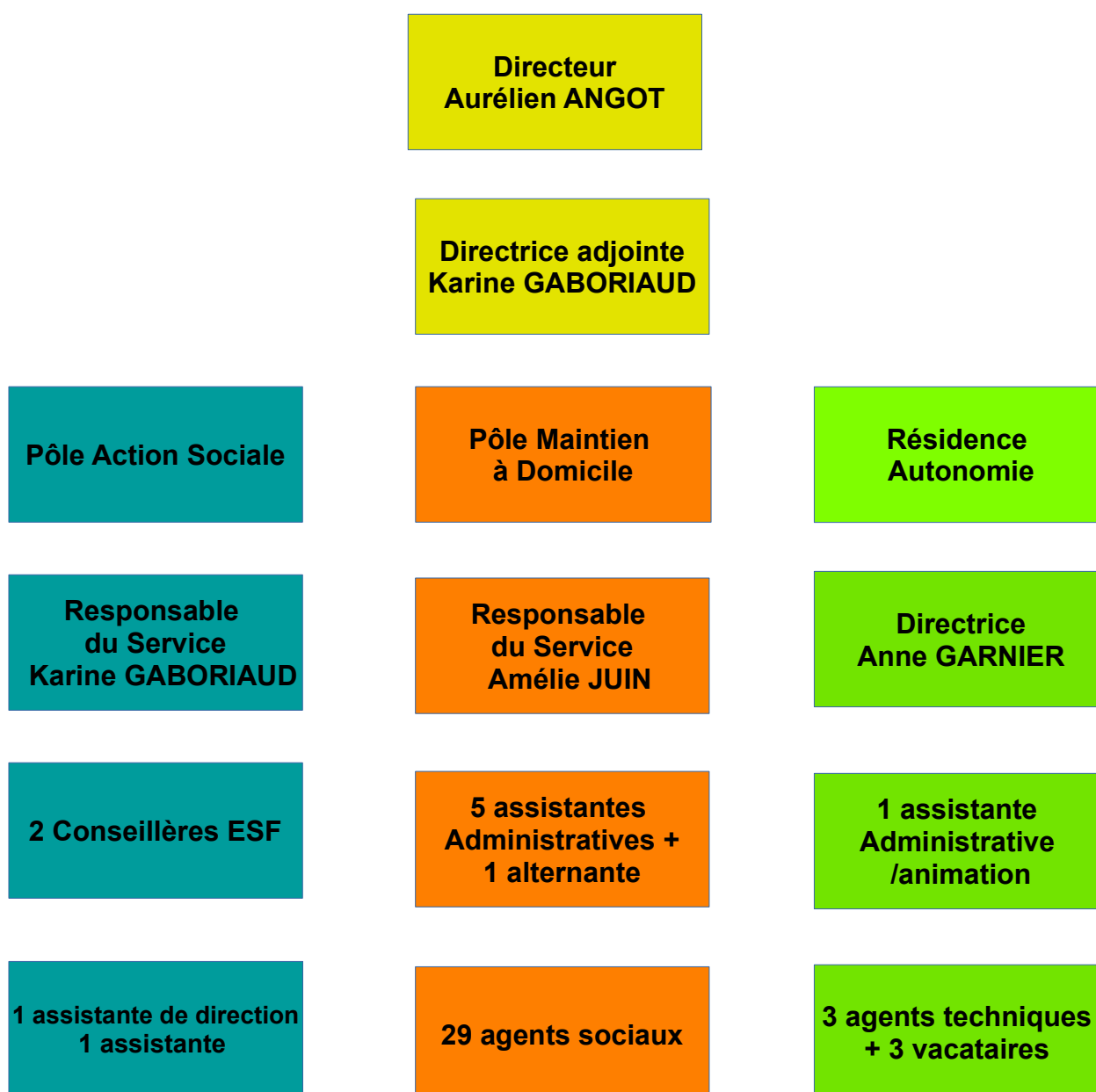
- les dépenses de personnel,
- les secours versés aux familles mayennaises,
- la participation du CCAS au fonctionnement de la Résidence Autonomie,
- les subventions et participations versées aux associations ou aux organismes publics.

# ORGANISATION DU CCAS

## LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS – 15 administrateurs



## ORGANIGRAMME DES SERVICES





# **Le Pôle Action Sociale**

# I) L'organisation et les missions

## I-A- L'organisation du Pôle Action Sociale

Le Pôle Action Sociale du CCAS œuvre avec les partenaires locaux et départementaux à analyser les besoins de la population, à identifier les problématiques sociales locales et à faire émerger les compétences de chacun et leur pouvoir d'agir pour favoriser la mise en place d'une politique sociale adaptée, au plus près des besoins des usagers.

Trois conseillères en Économie Sociale et Familiale (CESF), soutenues par une assistante de direction et une gestionnaire logement, accueillent, informent, orientent et accompagnent les usagers en difficultés dans tous les domaines de la vie quotidienne.

### Les temps forts de l'année

- La réalisation de travaux de remise en état du logement 2 impasse de la Davière ; logement en partenariat avec le CHNM – Pôle Santé Mentale : des travaux de réfection et de salle de bain étaient nécessaires pour optimiser l'espace.
- Le renfort du partenariat avec des permanences qui se sont développées / renforcées dans les locaux du CCAS et de la mise à disposition ponctuelle de bureaux : VPP53, CAF, CIDFF, SPIP, ATMP/UDAF, Inalta, ... etc
- La poursuite du groupe ASIC avec :
  - ✓ le transfert de compétences des associations caritatives reconnues d'intérêt communautaire
  - ✓ le rachat par Mayenne Communauté du futur pôle associations caritatives sur la ville de Mayenne
  - ✓ la validation du recrutement d'un chargé de mission ASIC sur Mayenne Communauté.

## Chiffres des rendez-vous

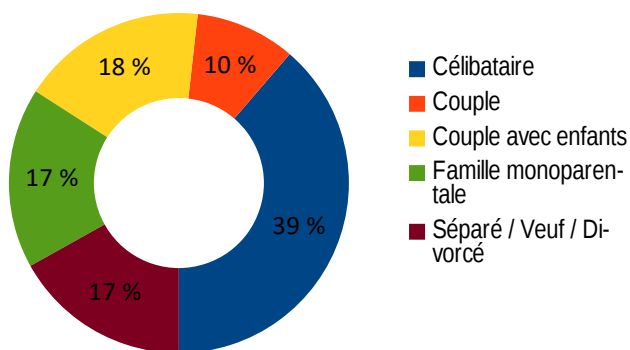
	2022	2023	2024
Nombre de rendez-vous	610	690	869
Nombre de familles	278	270	367

La tendance se confirme tous les ans avec un profil type d'usagers accueillis et accompagnés : **"célibataire, âgé de 19 à 30 ans, avec une problématique logement en 1 et des difficultés administratives en 2"**.

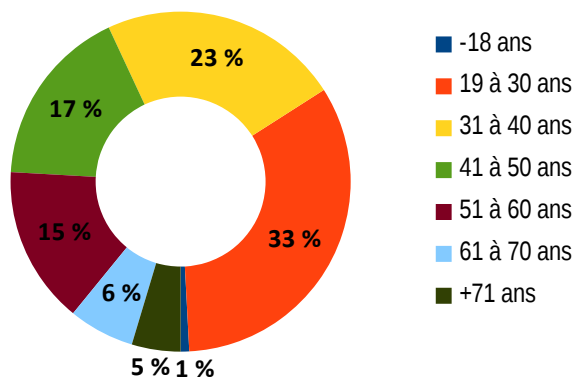
La hausse du nombre de foyers rencontrés est à mettre en lien avec les rencontres liées aux demandes de logement.



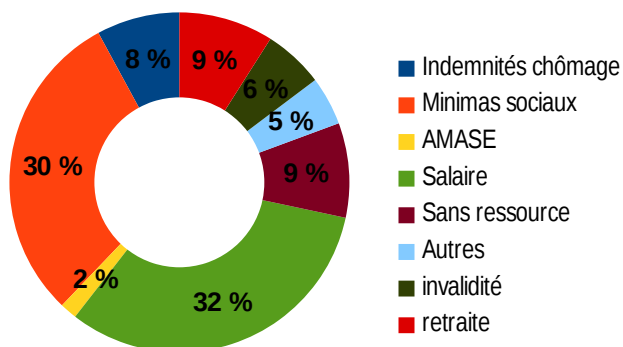
**Situation familiale 2024**



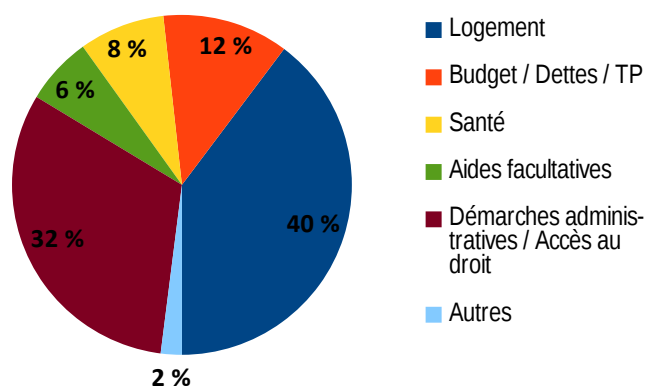
**Tranches d'âge 2024**



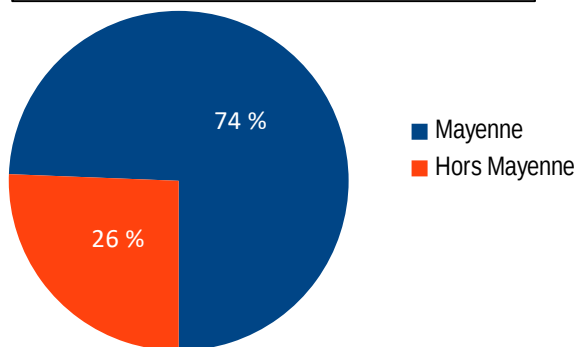
**Ressources du demandeur 2024**



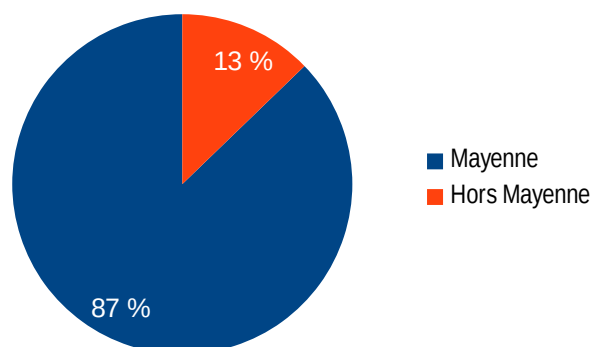
**Motif de l'entretien 2024**



**Lieu d'habitation 2024 - par rapport aux foyers**



**Lieu d'habitation 2024 - par rapport au nombre de rendez-vous**



## **I-B- Les missions du Pôle Action Sociale**

### **I-B-1) Les aides sociales légales et facultatives**

#### **Les aides sociales légales**

#### **Les dossiers d'aide sociale**

Il s'agit d'un dispositif financé par le Conseil Départemental destiné à prendre en charge tout ou partie des frais liés à l'hébergement des personnes âgées ou handicapées en établissement. Le CCAS instruit les dossiers d'aide sociale avant envoi au Conseil Départemental : **52 dossiers en 2024** (57 en 2023).

En 2024, le Conseil Départemental nous informe que les dossiers de renouvellement des bénéficiaires de l'Aide Sociale ne seront plus instruits par les CCAS mais directement transmis aux bénéficiaires ou leurs familles.

#### **Les domiciliations**

La Domiciliation ou élection de domicile est la mise à disposition d'une adresse administrative pour les personnes sans domicile fixe ou stable ayant un lien avec la commune. Cette procédure permet aux usagers de disposer d'une adresse pour ouvrir ou se maintenir dans leurs droits et pour toutes démarches administratives.

##### Evolution de l'activité :

- Nombre de domiciliations en cours de validité durant l'année : **101** dont **70** nouvelles demandes
- Nombre de domiciliations refusées par le CCAS : **2**

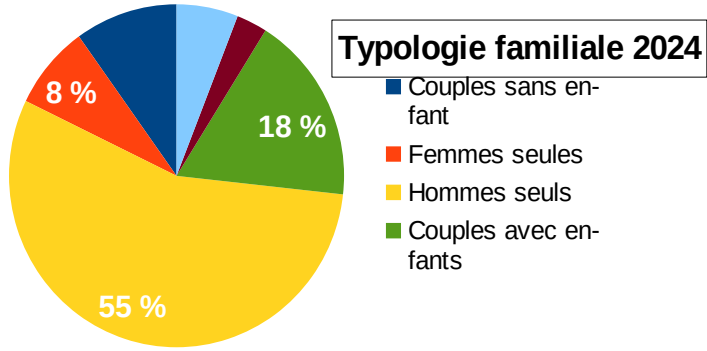
	2022	2023	2024
Nombre de domiciliations	104	111	<b>101</b>

**101** domiciliations validées en 2024 dont **73** Hommes, **28** femmes et **36** enfants (- 18 ans) soit un total de **137** personnes domiciliées.

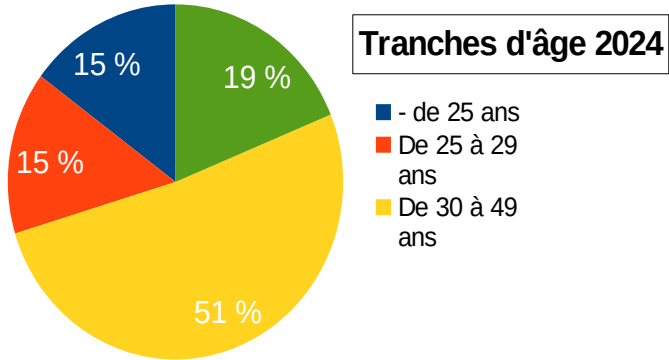
**Au 31 décembre 2024, sur ces 101 domiciliations, 62 sont toujours actives et 39 ont été résiliées.**

	2022	2023	2024
Nombre de courriers reçus	2115	1160	<b>1364</b>
Nombre de passages / visites	514	457	<b>563</b>

Typologie familiale	Nombre de personnes
Couples sans enfant	10
Femmes seules	8
Hommes seuls	56
Couples avec enfants	18
Hommes isolés avec enfants	3
Femmes isolées avec enfants	6
<b>TOTAL des domiciliations</b>	<b>101</b>



Tranches d'âge	Nombre de personnes
- de 25 ans	15
De 25 à 29 ans	15
De 30 à 49 ans	52
+ de 50 ans	19
<b>TOTAL</b>	<b>101</b>



## Les aides sociales facultatives

### Les aides financières

Principe : pour toute personne domiciliée sur la commune, en difficulté financière et après recours auprès des dispositifs de droit commun et/ou en complément d'un dispositif d'aide.

#### L'aide à la subsistance

Elle se décline sous forme de Chèques d'Accompagnement Personnalisé (CAP) d'une valeur faciale de 8 €. Elle intervient en complément des associations d'aide alimentaire (Épicerie Sociale et Restos du Cœur).

	2022			2023			2024		
	Total montants remis	Nombre d'aides	Nombre de familles	Total montants remis	Nombre d'aides	Nombre de familles	Total montants remis	Nombre d'aides	Nombre de familles
<b>CAP</b>	27 793 €	419	170	21 894 €	343	166	<b>27 280 €</b>	<b>423</b>	<b>188</b>
<b>Dont MOBILITÉ</b>	985 €			1 302 €			<b>1 384 €</b>		

#### Commentaires :

- 22 foyers supplémentaires aidés en 2024. Même si les demandes restent toujours plus conséquentes sur les périodes de fermeture de l'AMI et des Restos du Cœur, on constate un nombre d'aides plus important sur toute l'année, au fil des mois ; en lien avec :
  - ✓ des factures de régularisation de charges de plus en plus conséquentes,
  - ✓ des changements de situation familiale et des délais de prise en compte de ces changements par les administrations (CAF par exemple),
  - ✓ des délais de traitement par le Département des demandes d'Allocation Mensuelle d'Aide Sociale à l'Enfance (AMASE) et / ou des demandes parfois tardives des foyers concernés.
- Les services de l'État ont versé en 2024, une subvention d'un montant de 6 650 € ; prenant ainsi en compte le soutien apporté par le CCAS pendant la fermeture de l'AMI et des Restos du Cœur.

**Pour information, 285 foyers domiciliés à Mayenne ont bénéficié d'un accès à l'AMI en 2024 (260 foyers en 2023) – soit 25 personnes en plus**

## Les secours et prêts CCAS

Les secours et les prêts peuvent être sollicités après un refus des dispositifs de droit commun ou en complément si le montant restant à charge est trop élevé pour le foyer.

	2022			2023			2024		
	Total montants remis	Nombre d'aides	Nombre de familles	Total montants remis	Nombre d'aides	Nombre de familles	Total montants remis	Nombre d'aides	Nombre de familles
<b>SECOURS</b>	6 261,34 €	31	30	5 886,86 €	24	24	7 031,73 €	31	24
<b>PRÊT</b>	1 139,00 €	3	3	1 543,50 €	7	6	2 362,65 €	10	9

- La hausse du nombre d'aides et du montant accordé peut être partiellement mise en lien avec le nombre de foyers régularisés, devant s'acquitter de timbres fiscaux pour récupérer leur titre de séjour : 4 prêts et / ou 3 secours.
- Cette hausse s'explique également par la continuité de nos dispositifs logements (ALT, IML) et l'accès à un logement de droit commun ; avec de nombreux frais pour des publics bénéficiaires de minimas sociaux.

Accès / maintien logt/ équipement / charges	Santé	Mobilité	Enfants	Timbres fiscaux	Autres
16	5	3	2	3	2

## Les départs en vacances

### Le partenariat avec l'Association "Les Possibles": l'épargne bonifiée

En 2024, seules 2 familles ont bénéficié de ce dispositif (contre 3 en 2023). Au total, le CCAS a reversé aux familles 200,00 € (contre 300 € en 2023).

Face à ce constat, l'Association "les Possibles" et le CCAS ont souhaité mener conjointement une réflexion élargie autour de la question du "temps libre et de l'accès aux loisirs sur le territoire» en questionnant les habitants de Mayenne, sur le fait que *"le territoire propose une offre culturelle, touristique et de loisirs "riche" et "diversifiée", pourquoi certains habitants ne s'en saisissent pas ?"*

Durant l'année 2024, munies d'un questionnaire, les 2 professionnelles sont allées à la rencontre des Mayennais, habitant dans les différents quartiers de la Ville ainsi que ceux bénéficiaires d'associations caritatives, afin de recueillir et d'échanger avec eux sur :

- leur perception de l'offre existante sur le territoire,
- leur pratique durant leur temps libre,
- les freins éventuels les empêchant d'accéder à l'offre
- leur besoins/souhaits en termes de loisirs non pourvus

Souhaitant soutenir et promouvoir un tourisme "local", les professionnelles ont aussi interrogé les familles sur leur intérêt et motivation à participer aux activités en lien avec le tourisme local.

Les 2 professionnelles ont recueilli au total 93 questionnaires. La moitié des personnes interrogées ont manifesté de l'intérêt pour participer aux activités programmées en lien avec le tourisme local.

En partenariat avec l'Office du Tourisme, une restitution de ce travail est programmée au cours de l'année 2025 avec les personnes ayant répondu aux questionnaires et ainsi envisager avec des familles intéressées, la co-construction d'un parcours d'activités sur l'année en partant de leurs envies.

### **Le partenariat avec l'ANCV : dispositif "Seniors en Vacances"**

Depuis 2009, le CCAS est porteur de projet dans le cadre du dispositif "Seniors en Vacances" en partenariat avec l'ANCV (Agence Nationale des Chèques Vacances).

En 2024, 24 personnes ont participé au séjour de 7 jours au club Bélambra à Guidel Plage en Bretagne du samedi 27 avril au samedi 4 mai 2024 pour un coût de 375.75 € pour les personnes éligibles à l'aide ANCV (13 personnes) et 577.75 € pour les 11 personnes non éligibles.

Composition du groupe : 4 couples et 16 personnes seules soit 17 femmes et 7 hommes. La moyenne d'âge est de 77 ans.

### **Dispositif JAN "J'Apprends à Nager"**

Initié par la Fédération Française de Natation, le club des Dauphins Mayennais en partenariat avec la piscine "la Vague" met en œuvre depuis 2020, un dispositif national intitulé "J'apprends à Nager" afin de prévenir les noyades.

A destination de jeunes de 6 à 12 ans ne sachant pas nager, habitants de Mayenne et Mayenne Communauté, issus de milieux modestes, ce dispositif a pour but l'apprentissage de la natation en proposant gratuitement 10 séances d'une heure sur une période de vacances scolaires.

Pour garantir le respect du critère "public défavorisé", l'Association Les Possibles et le CCAS de Mayenne assurent la communication sur ce dispositif auprès des partenaires sociaux locaux et l'orientation des familles intéressées.

Une réunion collective à destination des familles a pu être proposée en mai 2024, en présence également de l'entraîneur.

Concernant les freins liés à la mobilité, la Vague a pu modifier les créneaux horaires des séances pour permettre aux enfants mayennais de bénéficier du bus de la ville.

Ainsi, du 8 au 19 juillet 2024, 10 enfants ont bénéficié du dispositif. 9 ont réussi leurs tests de fin de session, 3 ont obtenu un diplôme dont 2 ont décidé de poursuivre l'activité avec le club.

Le club et les partenaires ont la volonté de poursuivre et de renforcer ce dispositif en 2025 en proposant un nouveau créneau pour les 4/5 ans avec des séances d'aisance aquatique.

## Les TIG (Travaux d'Intérêt Généraux)

Les CESF du CCAS coordonnent la mise en place des mesures de placement de TIG (Travaux d'Intérêt Général), de TNR (travail Non Rémunéré) et de journées citoyennes, au sein de la Collectivité. Six Services de la collectivité ont signé une convention pour accueillir des Tigistes.

En effet, en 2024, le "restaurant municipal" a été agréé pour pouvoir accueillir des tigistes.

En 2024, 14 mesures ont été sollicitées par les structures judiciaires auprès de la collectivité (contre 6, en 2023) dont 5 pour des mineurs dans le cadre de mesures de réparation pour un nombre d'heures totales de 49 heures.

Sur ces 14 mesures, 13 ont été ou sont en cours de réalisation auprès de nos services contre 2 en 2023 pour un volume d'heures totales de 430 H au 31/12/24.

Sur les 13 mesures validées, le CCAS et les services concernés ont volontairement mis fin à 2 mesures en cours car les personnes ne se sont pas présentées ni excusées au travail à plusieurs reprises.

- ✓ 6 mesures au Restaurant Municipal pour un total d'heures réalisées de 259 h.
- ✓ 4 mesures au Service Répurgation/Déchetterie pour un total d'heures réalisées de 143.15 h.
- ✓ 1 mesure au Service Bâtiment pour un total d'heures réalisées de 14 h.
- ✓ 2 mesures au sein d'une école publique de Mayenne, pour effectuer le ménage pour un total d'heures réalisées de 14 h.

### Tableau récapitulatif :

	2022	2023	2024
Nombre de mesures demandées	17	6	14
Nombre de personnes accueillies	9	2	13
Nombre d'heures demandées	1422	335	784
Nombre d'heures réalisées	663	23	430

## **I-B-2) L'Action Sociale d'Intérêt Communautaire**

En 2024, les élus communautaires et le groupe ASIC ont poursuivi les travaux engagés avec les étapes clés suivantes :

- Le transfert de compétence des associations reconnues d'intérêt communautaire (modification des statuts de Mayenne Communauté - arrêté du 21/05/24).

Sont ainsi concernés :

- ✓ L'Épicerie Sociale AMI à Mayenne
- ✓ L'Épicerie Sociale ASI à Lassay
- ✓ Les Restos du Cœur
- ✓ La Croix Rouge Française

- Le rachat du bâtiment futur pôle des associations caritatives par Mayenne Communauté à la ville de Mayenne en 10/2024 et la prise en charge des travaux par l'EPCI
- La poursuite du groupe de travail ASIC avec la validation du recrutement d'un chargé de mission ASIC par Mayenne Communauté, en soutien aux élus sur les situations complexes par exemple.

## **I-B-3) Le Fonds d'Aide aux Jeunes**

La dotation du Conseil Départemental pour l'année 2024 a été de 45 000 € pour l'arrondissement du Nord-Mayenne (25 000 € en 2023) + une subvention de 8 500 € pour le CCAS pour sa gestion administrative du dispositif.

Au cours de l'année 2024, il y a eu **180 accords d'aides pour 91 jeunes différents** (certains ayant eu plusieurs accords), **dont 50 jeunes Mayennais (ville)**, soit 55 % des jeunes aidés.

	2022	2023	2024
Nombre d'aides accordées lors des 2 commissions (mobilité + comité d'attribution Mayenne)	38	58	54
Nombre d'aides accordées en urgence	51	96	112
Nombre d'aides accordées en "phase d'accroche"	18	20	14
<b>TOTAL nbre d'aides accordées sur l'année</b>	107	174	<b>180</b>
<b>Montant total des aides accordées</b> (toutes aides confondues sur les 2 commissions)	24 815,50 € soit -38 % // 2021	41 040,70 € soit +70 %	<b>43 750,84 €</b> soit +6,6 %
<i>Zoom sur les aides liées à la mobilité</i>	<i>8 176,50 € soit 32 % du montant total</i>	<i>14 249,55 € soit 35 % du montant total</i>	<i><b>12 522,30 €</b> soit 29 % du montant total</i>
<b>Nombre total de jeunes aidés</b>	64	92	<b>91</b>
Dont les jeunes domiciliés à Mayenne	33 soit 51% du nombre total de jeunes aidés	47 soit 51 % du nombre total de jeunes aidés	<b>50</b> soit 55 % du nombre total de jeunes aidés
Contrats d'accompagnement FAJ	3	1	<b>2</b>



Tranches d'âges	Tout l'ARRONDISSEMENT	dont MAYENNE ville
Moins de 18 ans	2	2
De 18 à 20 ans	35	19
De 21 à 23 ans	40	20
De 24 à 25 ans	14	9
<b>TOTAL</b>	<b>91 jeunes</b>	<b>50 jeunes</b>
Moyenne d'âge	21,09 ans	21,04 ans

Hommes / Femmes	Tout l'ARRONDISSEMENT	dont MAYENNE ville
FEMMES	42	25
HOMMES	49	25
<b>TOTAL</b>	<b>91 jeunes</b>	<b>50 jeunes</b>

65 % des aides accordées concernent l'aide à la subsistance, avec un public jeune dans des situations financières très précaires, dont l'urgence concerne l'aide alimentaire. De même, 62 % des aides sont accordées en urgence.

### **I-B-4) Le Logement**

Les questions liées au logement sont abordées dans 40 % des entretiens : l'accès au logement, le logement d'urgence, les troubles de voisinage, les expulsions locatives, les dispositifs d'hébergement, les aides financières, les droits et les devoirs des locataires / propriétaires, ... etc

Le CCAS dispose d'une offre diversifiée en matière de logement pour répondre au mieux à la complexité et la diversité des situations rencontrées.

## **Le Service Logement**

### Objectif :

- Accueillir et informer les usagers sur l'offre de logements sur la ville de Mayenne
- Cibler la demande et orienter suivant la recherche vers le parc social et/ou privé

Toutes les demandes de logement dans le parc social sur la ville font l'objet d'un examen attentif entre le service logement et les 3 CESF.

Elles peuvent donner lieu à un entretien téléphonique ou physique pour mieux évaluer la demande et les besoins. La connaissance de nombreuses situations et les antécédents locatifs de certains usagers sont autant de points de vigilance quant aux quartiers proposés ou à la validation ou non d'une éventuelle proposition.

Les CESF travaillent depuis de nombreuses années en étroite collaboration avec les bailleurs sociaux.

Une veille sur les attributions est importante car une situation complexe peut très vite dégrader la tranquillité d'un bâtiment et le CCAS / service Logement reste une porte d'entrée prioritaire pour les usagers en cas de plaintes pour troubles de voisinage.

On note toujours en 2024, un nombre de demandes de logement social plus important que l'offre de logements sur la ville.

De plus, le contingent préfectoral définit un certain nombre de situations prioritaires pour l'attribution d'un logement : femmes victimes de violences conjugales, public en structure d'hébergement, en ALT, Bénéficiaires de la Protection Internationale (BPI)...etc

Une attention particulière est portée à ces demandes pour assurer le turn-over nécessaire sur les dispositifs d'hébergement et dans les structures.

## Le Centre d'Accueil d'Urgence (CAU)

Objectif : accueillir en urgence toute personne sans domicile fixe pour une durée limitée

Modalités : Mise à disposition d'un local Ville de Mayenne rue Charles de Gaulle avec une capacité de 2 places. Accueil du mercredi au mercredi suivant et fourniture d'un kit hygiène, drap jetable et CAP.

### Occupation du CAU

	2022			2023			2024		
ORIENTATION	Nbre de nuitées		Taux occupation	Nbre de nuitées		Taux occupation	Nbre de nuitées		Taux occupation
CCAS / AUTRES	146	456	62,46 %	210	561	76,85 %	160	466	63,83 %
SIAO	310			351			306		
Nbre de personnes différentes	47			53			54		
Aide alimentaire	1 310,00 €			1 942,50 €			1 752,50 €		

### Commentaires

Le montant de l'aide alimentaire a sensiblement baissé en lien avec le taux d'occupation du local.

Sur les deux places du local, une place est réservée au 115 et une place est gérée en direct par le CCAS. En effet, les CESF ont régulièrement besoin d'une solution d'hébergement d'urgence, au regard des situations complexes rencontrées chaque semaine.

Pour autant, il convient de préciser que le local est occupé quasiment toute l'année, avec au moins une personne.

Le CCAS peut aussi faire le choix de maintenir une seule personne au lieu de deux, pour raison d'incompatibilité avec un tiers, limitant ainsi les risques de conflit.

Par ailleurs, on constate une nette diminution du nombre de sollicitations directes au CCAS, avec une présence plus faible du public SDF "routard".

Rappel : le barème des CAP a été modifié en septembre 2022, passant de 17,50 € à 25 € par semaine ; d'où la hausse du montant attribué en 2024 par rapport à 2022.

**Les logements ALT (Allocation Logement Temporaire)**

Le CCAS bénéficie en 2024 de **8 logements ALT** dans le parc de Mayenne Habitat dont 2 fléchés victime de violences conjugales.

L'objectif est de proposer une solution d'hébergement temporaire pour des personnes sans domicile ou en situation d'hébergement précaire ou des femmes ou hommes victimes de violence, avec un accompagnement social et un contrat d'objectifs définis avec la personne et les partenaires intervenants.

Les logements sont meublés et équipés avec un contrat d'hébergement de 3 mois, renouvelables 2 fois maximum, soit 9 mois d'hébergement. La participation forfaitaire est calculée au prorata des ressources et de la composition familiale.

**Bilan occupation 2024**

Au cours de l'année 2024 : 14 foyers ont été ou sont toujours hébergés :

16 adultes	9 enfants	9 personnes seules	3 familles monoparentales	2 couples avec enfant
------------	-----------	--------------------	---------------------------	-----------------------

Situation à l'entrée dans le logement ALT		Sorties ALT au cours de l'année 2024 : 7 foyers	
Sans domicile	3	Hébergement d'urgence	1
Sortie dispositif hébergement	1	Inconnu	1
Hébergement chez des tiers / famille	6	Accès logement social	4
Personnes victimes de violence	3	Accès logement privé	1
Expulsion (orientation DAHO)	1		

**Commentaires**

Les logements ALT ont connu moins de turn-over en 2024 avec des prises en charge plus longues. Les situations sont plus complexes à l'entrée que l'année passée et nécessitent un délai d'accompagnement plus long (moyenne d'environ 8 mois de présence sur le dispositif). On peut noter une diminution de l'accueil des victimes de violence mais avec des situations qui nécessitent plus d'accompagnement et donc une sortie des ALT moins rapide.

Les ALT permettent d'évaluer, puis de stabiliser une situation et enfin de construire un nouveau projet logement avec les foyers concernés. En réponse à une situation de logement

précaire ou à un besoin d'hébergement en urgence, les ALT permettent un accompagnement social dans le temps et sont une étape souvent préalable et "rassurante" pour un futur bailleur.

La pénurie de logement social peut expliquer la diminution des sorties en 2024, avec uniquement 4 sorties vers du logement social. En effet, pour le relogement des personnes accueillies en ALT, le CCAS travaille avec les bailleurs sociaux qui ont moins de logements disponibles donc moins de possibilités de relogement.

## Le bail glissant

Au **31/12/24**, le CCAS avait 2 **baux glissants** en cours.

- La 1<sup>ère</sup> situation n'a pas pu glisser en 2024 car le couple accueilli s'est séparé, le bail devrait glisser début janvier 2025.
- La complexité de la 2<sup>ème</sup> situation nécessite la poursuite du dispositif, malgré une entrée dans les lieux depuis 4 ans.

Le CCAS met en suspens le bail glissant depuis 2022 avec une réorientation vers le dispositif IML ; dispositif où l'accompagnement social est financé par la DDETSPP.

## L'intermédiation locative (IML)

Démarré au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, ce dispositif, financé par la DDETSPP (2 375 € / an / personne), permet de louer des logements dans le parc privé (en priorité) et dans le parc social pour des ménages en difficulté, orientés par le SIAO.

Deux types de mesure IML existent : la sous-location et le mandat de gestion. Pour la sous-location, le CCAS est titulaire du contrat de location et le ménage est sous-locataire, ce qui permet de sécuriser le paiement du loyer auprès du bailleur. Pour le mandat de gestion, le ménage est titulaire du bail et le CCAS vient en soutien pour les démarches liées au logement.

L'IML permet en effet de sécuriser l'entrée dans les lieux avec un accompagnement social pour les démarches administratives, les ouvertures de compteur, l'accès aux droits, l'entretien du logement, ... etc

En 2024, 14 foyers en IML ont ou sont toujours accompagnés :

16 adultes	9 enfants	8 personnes seules	4 familles monoparentales	2 couples avec enfant
------------	-----------	--------------------	---------------------------	-----------------------

On note la sortie de 7 foyers en 2024 :

- 4 d'entre eux sont restés dans le logement avec soit un glissement de bail soit un arrêt de l'accompagnement d'un commun accord
- 2 ont intégré un autre logement : changement de lieu de vie et changement de la composition familiale
- 1 fin de prise en charge pour impayés de loyers.

Ce dispositif peut être énergivore pour les conseillères notamment lors de l'accueil de personnes non-francophones et lors de l'entrée dans le logement (mise en place de l'APL, ouvertures de compteurs...)

## La Maison de la Davière

En partenariat avec le CHNM – Pôle Santé Mentale, le CCAS a accueilli 3 personnes sur ce dispositif.

A compter de septembre 2024, des travaux importants de remise en état ont été réalisés sur la Maison, notamment avec une rénovation de la salle de bain. Toutes les nouvelles entrées ont été bloquées à partir d'août 2024. Les 3 occupants ont ainsi quitté le logement :

- Une personne a accédé au logement social
- Une personne est partie chez un tiers
- Une personne est retournée dans son logement d'origine suite à la stabilisation de sa situation

## La cellule de voisinage

Cette instance, pilotée par le CCAS dans le cadre du Contrat Local de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CLSPD), se réunit tous les 2 mois avec les partenaires locaux pour évoquer les situations individuelles problématiques en terme d'occupation du logement : troubles de voisinage, syndrome de Diogène, état du logement dégradé, squat de tiers au domicile....etc.

En 2024, cette cellule s'est réunie à 5 reprises et a pu aborder 23 situations du parc privé et public (contre 13 en 2023).

Les partenaires réunis définissent ainsi les modalités d'intervention auprès des personnes concernées et la place et le rôle de chacun pour essayer d'apaiser les conflits et accompagner le plus souvent vers le soin.

### I-B-5) Les commissions et groupes de travail

Le CCAS assure en priorité des missions d'accueil et d'accompagnement social individuel. Mais l'animation de la politique d'action sociale passe aussi par la participation du CCAS à divers groupes de travail et commissions :

- Commission mensuelle du RSA,
- Commissions expulsions locatives, commissions attribution logement,
- Concertation PASS (Permanence d'Accès aux soins et à la Santé) avec le CHNM,
- Comité de pilotage des différentes actions des Possibles et autres partenaires,
- Contrat Local de Sécurité et Prévention de la Délinquance (CLSPD) : le CCAS assure le pilotage technique et administratif des instances :
  - ✓ la CCTP (Cellule de Citoyenneté et de Tranquillité Publique),
  - ✓ la Cellule de voisinage,
  - ✓ le Contrat de lutte contre les violences conjugales, sexistes et sexuelles :

En 2024, le CCAS a poursuivi ses interventions de sensibilisation sur les violences en binôme avec la Gendarmerie auprès des Lycées Lavoisier et Rochefeuille.

En parallèle, le 25/11/24, avec l'ensemble des partenaires locaux et départementaux mobilisés sur ce fléau, de nouvelles actions se sont déclinées sur toute la journée avec notamment :

- les témoignages de victimes présentes à l'exposition des portraits de novembre 2022. Deux ans après, elles ont accepté de témoigner sur leur parcours et de poser de nouveau devant l'objectif. Les établissements scolaires Don Bosco, Rochefeuille et Léonard de Vinci ont pu participer à ces rencontres.
- un ciné débat avec le film "L'amour et les forêts"

## **II) Les perspectives 2025**

### **II-A- L'ASIC**

En 2025, les élus communautaires procéderont au recrutement du chargé de mission ASIC. Le travailleur social viendra en soutien des élus, des secrétaires de mairie sur les situations complexes, pourra rencontrer les administrés en difficulté ; en lien avec les partenaires médico-sociaux du territoire. Il assurera également une mission de coordination des associations caritatives et sera l'interlocuteur des associations de Mayenne Communauté.

Par ailleurs, Mayenne Communauté va engager l'intégralité des travaux du futur pôle des associations caritatives où seront accueillis d'ici fin 2025 :

- L'Épicerie Sociale AMI
- Les Restos du Cœur
- La Croix Rouge Française
- La Boutic Solidaire

### **II-B- Les logements Vieille Route d'Ambrières**

Les logements d'urgence Vieille Route d'Ambrières du parc ville sont toujours en attente de travaux, notamment avec la charpente à reprendre suite à la présence de capricornes.

- 4 logements ont été refaits à neuf en intérieur et un 5ème sera à envisager.

### **II-C- Programme logements neufs parc social en 2025**

**Mayenne Habitat** assurera la livraison de 2 programmes neufs sur la ville :

- **Grinhard** : 17 logements = 12 logements (6 T2 et 6 T3) au 1<sup>er</sup> étage et 5 en RDC - 7 logements de ce programme sont réservés à Action Logement
- **Les Jardins d'Ozalie** – 51 logements = 7 T1, 22 T2, 18 T3 et 4 T4 – 15 logements sont réservés à Action Logement

**Méduane Habitat** :

- **Résidence Marie Chemin** (ex Providence) = 29 logements (environ 20 logements seniors et 9 logements familles)

Le CCAS et le service Logement vont travailler en étroite collaboration avec Mayenne Habitat et Méduane Habitat pour étudier de manière conjointe l'ensemble des demandes sur ces programmes.



# **Le Pôle Maintenance à Domicile**



Vivre à son domicile est un choix de vie qui peut impliquer certaines difficultés et nécessiter un accompagnement des personnes âgées ou handicapées.  
Le service du Maintien à domicile du CCAS de la Ville de Mayenne offre des services pour faciliter le quotidien de ces personnes et maintenir un lien social pour les plus isolées.

## **I) L'organisation et les missions**

### **I-A- L'organisation du Pôle Maintien à Domicile**

Afin de permettre aux personnes dépendantes de se maintenir au domicile dans les meilleures conditions possibles, le CCAS de Mayenne propose un service de portage de repas et un service autonomie à domicile (aide).

Le pôle administratif se compose actuellement :

- d'une responsable de pôle sous la direction du Directeur de l'Action sociale et des Services à la Population
- de 2 référentes de secteur
- d'une coordinatrice de parcours SAD
- d'une référente Tutorat et PRAP2S
- d'un agent comptable

Depuis septembre 2023, une alternante en BTS Services et prestations des secteurs sanitaire et social (Sp3S) a rejoint l'équipe.

**29 agents sociaux** interviennent au domicile des bénéficiaires dans les missions :

→ **Aide à la personne à entretenir son cadre de vie et à réaliser les actes de la vie courante devenus difficiles :**

- Aide à l'entretien du cadre de vie
- Aide aux courses
- Aide à la préparation des repas
- Activités de lien social

→ **Réalisation des actes essentiels de la vie quotidienne tels que :**

- Aide à la toilette
- La distribution des repas, l'accompagnement à la vie sociale
- L'aide au lever ou au coucher

Le CCAS peut intervenir chez toutes les personnes avec ou sans prise en charge (APA, Caisses de retraites, PCH ...).



## **I-B- Les missions du Pôle Maintien à Domicile**

### **I-B-1) Le service Portage des Repas**

Le service de Portage de Repas s'adresse aux personnes de plus de 60 ans et aux personnes en situation de handicap domiciliées à Mayenne dans l'incapacité de se préparer elles-mêmes leurs repas.

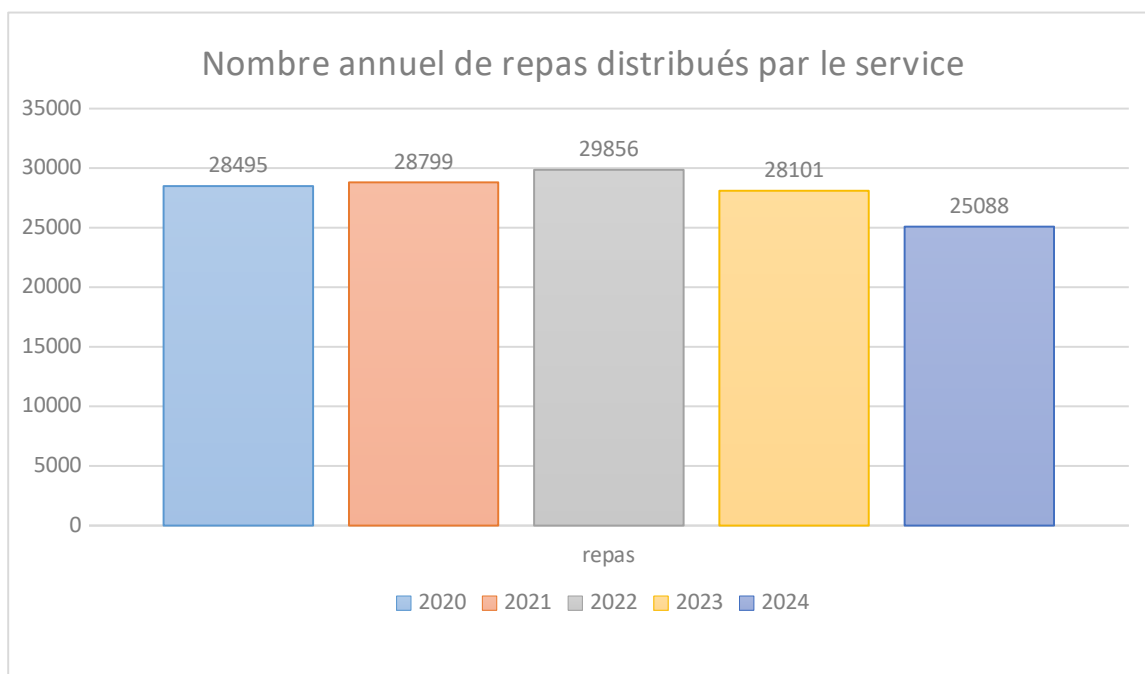
L'inscription au portage des repas est à l'initiative de l'utilisateur.

Un dossier est à constituer pour finaliser l'inscription.

La livraison, pour tous les repas de la semaine du lundi au samedi, est réalisée du lundi au vendredi en liaison froide.

Les repas peuvent être adaptés aux besoins du bénéficiaire en cas de régime particulier et sur prescription médicale uniquement.

En 2024, 25 088 repas ont été livrés par nos aides à domicile correspondant à 19 599 portages pour 105 bénéficiaires (115 en 2023).



Une baisse du nombre de bénéficiaires est notée sur l'année 2024, se répercutant sur le nombre de repas distribués.

Depuis septembre 2023 et ce jusqu'à octobre 2024, un agent, en charge du portage les après-midis, assurait également des missions administratives :

- information au public, aux partenaires sociaux
- inscription des usagers
- mise en place et suivi des contrats
- suivi des régimes
- coordination avec le service du restaurant municipal
- coordination des interventions

Depuis novembre 2024, ces missions sont ventilées sur les missions de deux agents du pôle administratif.

Le service de portage de repas en lien avec le restaurant municipal doit également coordonner la fréquence de repas, les tournées et la mise à jour des prestations réelles. Cette coordination est effectuée à différents niveaux par les agents de portage, l'agent de suivi de facturation et le responsable du restaurant municipal.

L'année 2024 fut une année de formation des deux agents en charge de la coordination de ce service pour un prochain déploiement.

## **I-B- 2) Le Service Autonomie à Domicile (SAD) (aide)**

Le Service Autonomie à Domicile s'adresse aux personnes âgées de 60 ans et plus, ainsi qu'aux personnes en situation de handicap sur la ville de Mayenne.

Le CCAS exerce en mode prestataire : il est l'employeur des aides à domicile et assure la qualité du service, l'encadrement professionnel des agents, les remplacements ainsi que le respect des règles professionnelles et déontologiques.

Le service propose, dans le respect des choix et habitudes de vie de la personne aidée, tout en encourageant leur autonomie, des prestations pour l'**aide à la personne** (le coucher, le lever, les transferts, la toilette, l'habillage..) et pour l'**aide à domicile** (entretien du logement, du linge, aide à la préparation de repas, accompagnement à la vie sociale..).

### **FONCTIONNEMENT**

L'inscription est réalisée auprès du pôle Maintien à domicile afin de constituer le dossier administratif du bénéficiaire.

Une visite à domicile par la référente de secteur est organisée pour l'évaluation des besoins et un accompagnement dans la mise en œuvre des interventions à domicile. Un devis lui sera proposé.

Après approbation du devis, un DIPEC est établi lors de l'admission et remis à chaque usager et, le cas échéant, à son représentant légal, au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'admission.

Le contrat est signé dans le mois qui suit l'admission. Il fixe les règles de l'intervention du service ainsi que les droits et obligations de l'établissement et des personnes accompagnées. Il est l'expression d'un engagement réciproque et s'applique à toutes les personnes accueillies par le service.

Un **plan d'aide** sous forme de planning d'intervention, distinguera les interventions des aides à la personne et les interventions d'aide à domicile.

Les fréquences et la nature des interventions dépendent bien des besoins de chaque usager.

Le planning des interventions tient compte, autant que possible, des habitudes de vie dont l'usager fera part lors de la mise en place du plan d'aide.

La prise en charge est assurée au domicile jusqu' à 7j/7 (sous condition de week-end prévu dans le plan), de 7H15 à 20H30.

Chaque bénéficiaire dispose d'une fiche technique relatant les différents actes, les informations nécessaires à la prise en charge. Un cahier de liaison entre professionnels et famille est disponible au domicile des bénéficiaires.

En cas de perte d'autonomie ou de difficultés, le SAD coordonnera vers d'autres partenaires pour assurer le parcours de l'usager.

## **FINANCEMENT**

En fonction du degré d'autonomie et des revenus, des aides peuvent être accordées par différents organismes :

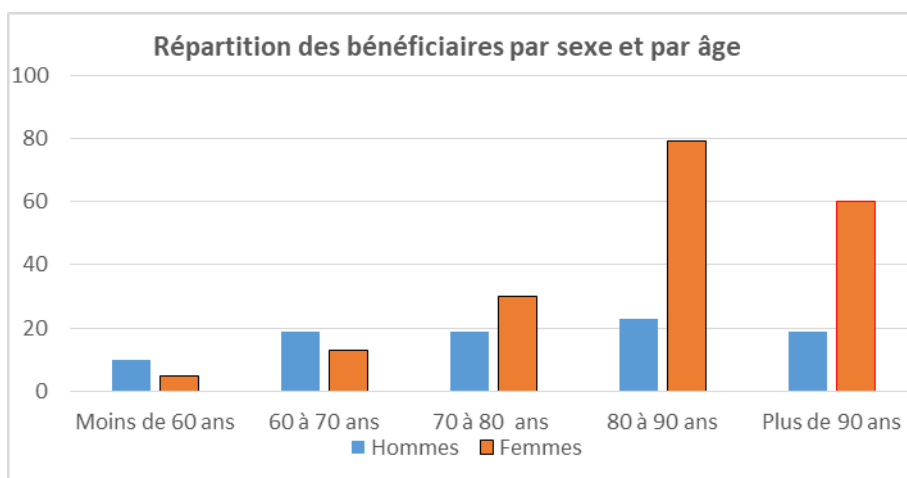
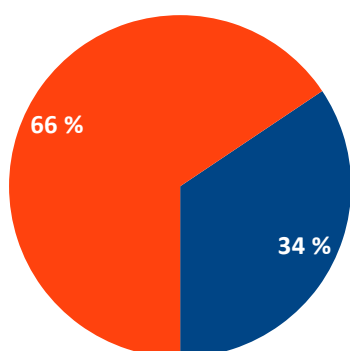
- Le Conseil Départemental dans le cadre de l'APA (Allocation Personnalisée d'Autonomie), de la PCH (Prestation de Compensation du Handicap) ou au titre de l'Aide Sociale Personne Âgée ou Personne Handicapée ;
- La Caisse de Retraite principale ;
- La Mutuelle ou l'Assurance qui peuvent prévoir quelques heures d'intervention pour le retour à domicile lors d'une sortie d'hospitalisation ou accidents de la vie courante (sans condition d'âge).

La non-obtention d'une aide financière n'est en aucun cas un empêchement à recourir à notre service. Les prestations du SAAD à minima sont éligibles à réduction ou crédit d'impôts au titre des emplois à domicile.

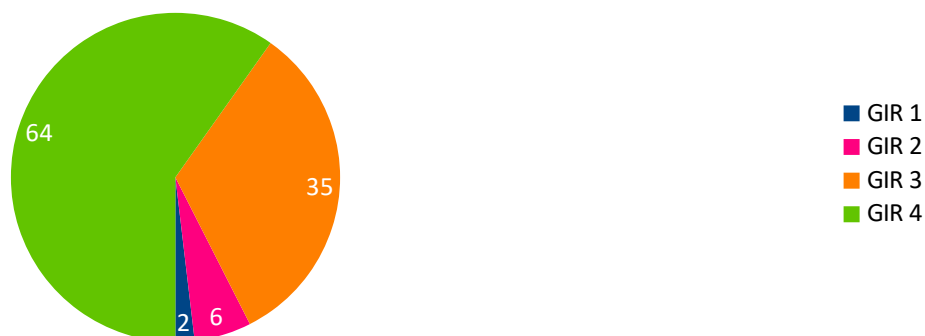
## **PROFIL DES BÉNÉFICIAIRES**

- Nombre de bénéficiaires en 2024 : 277 dont 2/3 de femmes
- Répartition des bénéficiaires par âge et sexe : 54% des usagers bénéficiant du SAAD du CCAS de Mayenne ont 85 ans et +.

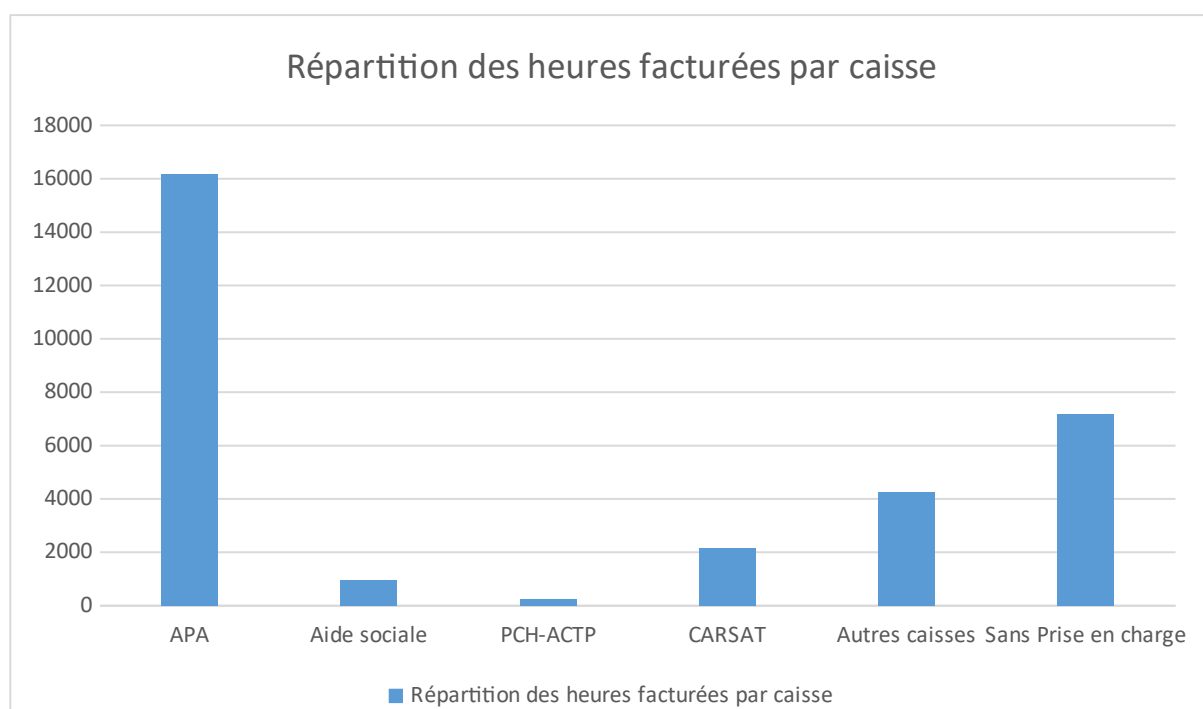
Répartition des bénéficiaires par sexe



### Répartition des bénéficiaires par GIR bénéficiant de l' APA



Nombre d'heures facturées : 30 932 h



**Sur 100 prises en charge, 52 bénéficient des tarifs APA, 23 en tarif CCAS et 7 en tarif Carsat.**

### **BUDGET**

Comme en 2023, face à une pénurie de recrutement sur la période estivale, il a été décidé de diminuer le nombre d'heures effectuées afin de garantir le droit aux congés annuels des agents sociaux.

Depuis octobre 2024, nous nous retrouvons dans une situation où le nombre d'arrêts pour maladie ordinaire est en croissance entraînant :

- Une priorisation des heures de services à la personne
- Une diminution des heures d'entretien de cadre de vie
- Une suppression des heures de formation pour les aides à domicile
- Une annulation de récupération d'heures des agents ou congés annuels
- Un report d'heures conséquentes des agents sur l'activité 2025.

En effet, il faut noter 1 212 jours d'absences du personnel pour maladie ordinaire soit 8 556 heures, **soit 5.32 ETP (équivalent temps plein)**.

*Répartition des heures et recettes par financeur en 2024*

FINANCEURS	HEURES	TARIF HORAIRE	RECETTES	Observations
<b>Conseil Départemental :</b> - APA - Aide sociale - PCH/MTP	16 173,00 960,50 221,00	28.50 € 31.25 € (dim et JF)	341 685,55 €	Règlement par le CD53 des plans d'aides APA PCH et aide sociale Participation du département de 23.50€/heure
Caisse de retraites & mutuelles : - CARSAT - Autres caisses	2 150,00 4 234.25	26.30 € 29.50 € (dim et JF)	167 905,77 €	
Sans prise en charge	7 195.25	27.80 € 30.40 € (dim et JF)	200 860,60 €	

**Versement du CTI :** Le CTI est versé aux fonctionnaires territoriaux qui exercent des missions d'aide à domicile auprès des personnes âgées ou des personnes handicapées au sein des services d'autonomie à domicile comme le mentionnent les articles 6 et 7 de la L.312-1 du code de l'action sociale et des familles.

Les publics concernés sont les agents publics non médicaux titulaires et contractuels des fonctions publiques d'État, territoriales et hospitalières, exerçant en établissements et services sociaux et médico-sociaux ou dans certaines structures ou services gérés par les collectivités territoriales, **soit au sein du service 29 ETP**.

**Tarif plancher :** dans un secteur souffrant d'un sous financement avec de fortes disparités entre départements, il a fallu réorganiser le modèle de financement. Dès lors, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, sur le volet aide et accompagnement, un tarif plancher (minimum) national était fixé à 23.50 €.

## **Crédits :**

Une convention de soutien financier à la mise en œuvre de salaire via le complément de traitement indiciaire des aides à domicile a été signée entre le CD et le CCAS.

Pour l'ensemble de l'année 2024, le montant de la subvention de soutien s'élevait à 51 424.75 €.

Cette convention a pris fin le 31 décembre 2024, une nouvelle convention est en cours d'élaboration.

Suite à la signature d'un CPOM et d'une dotation complémentaire entre le CD et le CCAS, cette démarche de contractualisation a permis un versement de 73 968 € .

Au vu du nombre d'heures APA en baisse pour cette année, une régulation sera faite en mai 2025.

## **I-B-3) BILAN 2024**

### **Service portage de repas**

- Travail en collaboration avec la Direction "Enfance, Jeunesse et Affaires Scolaires" sur la mise en place de contenants réutilisables pour le service portage de repas (LOI AGECE)
- Journée professionnelle sur la fin du plastique en restauration collective à Orléans
- Immersion au CCAS de Laval => connaître l'organisation d'un autre service, échanger autour de nos pratiques, rencontre entre professionnels
- Formation pour mise en place d'un portail web de gestion et d'une application dédiés aux AAD du portage de repas :

#### **Outil de suivi idéal pour optimiser les tournées et faciliter la coordination des prestations du portage de repas :**

- ✓ Inscriptions des nouveaux bénéficiaires (enregistrement du contrat, création fiche, mention régime sur prescription médicale, contraintes, horaire livraison)
- ✓ Planification des repas avec visualisation directement par production (restaurant municipal) (commande réelle du nombre de repas, lutte contre le gaspillage)
- ✓ organisation des tournées plus fluide : réponse proche des besoins des bénéficiaires
- ✓ suivi des alertes (absence du bénéficiaire, chute, dénutrition,...)
- ✓ Travail autour de la qualité => règlement intérieur, veille, réactualisation de l'ensemble des contrats des usagers.

## **Service maintien à domicile**

### **Réforme des SAD**

En 2025, le secteur du domicile va se restructurer avec un rapprochement des services existants (SAAD, SSIAD) pour former une catégorie unique de services, les SAD, qui répondront aux conditions minimales de fonctionnement définies par le cahier des charges du décret du 13 juillet 2023.

Les SAD faciliteront la coordination et la création de passerelles entre les structures d'aide et de soins, permettant une réponse plus complète aux besoins des personnes, avec la reconnaissance des missions des services en terme de prévention, de repérage des fragilités, de soutien aux aidants mais aussi de repérage et de lutte contre la maltraitance, une simplification des démarches au quotidien avec un interlocuteur unique chargé d'organiser la réponse aux besoins d'aide et de soins des personnes. Les services autonomie deviendront la porte d'entrée unique pour l'usager, une coordination renforcée entre les professionnels de l'aide et du soin pour améliorer la qualité de l'accompagnement.

En 2024, ont eu lieu diverses rencontres, réunions de travail en collaboration avec le CD, les acteurs de Mayenne Communauté et l'ARS.

Le SAD continue la mise en conformité au cahier des charges de la mise en œuvre des SAD.

La nature du rapprochement pour devenir SAD mixte est toujours en réflexion.

### **Organisation du pôle administratif**

Depuis le 12 février 2024, une nouvelle référente de secteur complète l'équipe administrative.

La transformation d'un des postes de référentes de secteur en coordinatrice de parcours a permis de :

- Fluidifier les parcours, éviter des ruptures (hospitalisations,...) tout en respectant le projet de la personne.
- Évaluer et réadapter les des besoins réguliers de l'usager au domicile et assurer le suivi des plans d'aide définis.
- Coordonner les interventions des aides à domicile en lien avec les référentes de secteur et s'assurer de la qualité des prestations et la satisfaction auprès des bénéficiaires.
- Recueillir les situations complexes
- Participer à l'élaboration et la mise en place du projet de service.

En novembre dernier, un nouvel agent comptable a été recruté. Les missions demandent une réelle connaissance des différents organismes financeurs, une connaissance et une maîtrise des logiciels actuels.

## **Organisation service autonomie à domicile**

- QUALITÉ
  - ✓ Travail sur le livret d'accueil du Pôle MAD
  - ✓ Participation aux actions pour la QVT et la santé mentale
  - ✓ Mise en conformité du second volet du ségur du numérique
- FORMATION
  - ✓ Journée professionnelle à destination des AAD organisée par Parcours et vous
  - ✓ Mise en place formation gestion des risques professionnels atelier assuré par formatrice PRAPS 2 S + conseillère en gestion des risques
  - ✓ Travail inter direction sur l'analyse de la pratique professionnelle pour élaborer cahier des charges pour futur vacataire
  - ✓ Participation salon de l'autonomie RENNES + salon du bien vieillir LAVAL
  - ✓ Formation éthique => 2 agents formés
- PEC du bénéficiaire
  - ✓ Prise en compte des besoins de l'utilisateur => création outil de coordination interservice + outil PAP
  - ✓ Gestion situations complexes
  - ✓ Révisions plan d'aide
  - ✓ Accompagnements OSCAR
- RECRUTEMENT
  - ✓ Jury examen/ participation job dating/ comité local école entreprise
  - ✓ Faciliter les stages au sein du pôle et l'immersion en collaboration avec France Travail
- ATTRACTIVITÉ
  - ✓ Présentation de nos métiers auprès des Collèges et Lycées
  - ✓ Support en collaboration avec les services RH et Communication

## **II) Les perspectives 2025**

### **Service portage de repas**

Travail en collaboration avec la Direction enfance, jeunesse et affaires scolaires sur la mise en place de contenants réutilisables pour le service portage de repas (LOI AGECE)  
= Impact sur une future organisation du service en 2026 (budget contenant, masse salariale, optimisation de l'espace Restaurant, consignes,...)



- Phase de test pour choix contenants
- Travail collaboratif pour amener au changement car impact direct sur opérationnel pour service portage et restaurant.
- Réorganisation du service à prévoir en prenant en compte le départ en retraite d'un agent social en avril 2025
- Cahier des charges marché véhicule portage
- La charge de travail sera plus dense : il conviendrait d'augmenter la masse salariale ainsi que les moyens (véhicule de portage).

## Service maintien à domicile

### • Réforme des SAD

Des rencontres entre partenaires se poursuivent pour décider de l'orientation à prendre.  
La mise en conformité avec le cahier des charges se poursuit.  
Accompagnement des SAD par l'ANAP, l'ARS et CD (webinaires, réunions, rencontres)

### • Séjour du numérique

Formation à la mise en place d'un Dossier Unique Informatisé (DUI) conforme aux exigences du virage du numérique en santé.

Ce DUI facilitera la coordination entre les différents professionnels intervenant dans le parcours de vie avec des services et référentiels socles.

Mise en place d'un poste informatique accessible pour l'ensemble des aides à domicile

Amélioration des accès au dossier des usagers par la mise à jour du cloud en collaboration avec le service informatique.

### • Qualité

- ✓ Préparation à l'évaluation externe programmée au dernier trimestre 2025.
- ✓ Finalisation livret d'accueil
- ✓ Développement des projets d'accompagnement personnalisé
- ✓ Mise en place de groupe de travail autour de 4 grandes thématiques :
  - L'éthique
  - La fin de vie
  - La bientraitance
  - La qualité de vie au travail

Ces ateliers de cohésion d'équipe sont d'excellentes occasions pour renforcer le sentiment d'appartenance, améliorer la communication et encourager la collaboration.

- **Évaluation externe**

Établie par la HAS, l'évaluation des ESSMS atteste de la qualité des actions déployées, au regard des missions et des besoins des personnes accompagnées.  
L'évaluation pour le SAD du CCAS est programmée fin 2025.

Un appel à honoraires va être établi.

- **Alternance**

Depuis septembre 2023, une alternante en BTS a intégré le pôle administratif. Effectivement, le management et la gestion sont devenus des composantes essentielles des missions assurées quotidiennement par le service. Le développement du service autonomie à domicile, la multiplication des contraintes économiques et humaines, l'exigence d'amélioration de la qualité des soins nous amènent au souhait de recruter un alternant en licence des gestions ESMS, compétences plus adaptées aux besoins du service.

- **Plan de formation**

- ✓ FORMATION ÉTHIQUE : dans la continuité de formation et le souhait de déployer une démarche éthique au sein du service, deux aides à domicile partiront en formation "éthique" courant 2025 .
- ✓ Lien social : depuis 2024, des heures de lien social sont attribuées dans le cadre des plans d'aides APA et OSCAR. Une malle d'activités va être créée. Deux agents seront formés.
- ✓ PLAN ESMS 53 : Poursuite des mutualisations des formations inter établissements
- ✓ Formation Flash : Dans le cadre d'une convention avec l'équipe mobile des soins palliatifs du CHNM, des temps de formations flash seront proposés à raison de deux fois 1h dans l'année avec différentes thématiques retenues pour cette année : l'accompagnement en fin de vie et le refus de soins.

- **Parcours&Vous**

- ✓ Poursuite des actions de prévention des chutes avec les ateliers gymadom
- ✓ Participation au comité

- **RH**

- ✓ Travail en collaboration avec service RH pour rendre attractifs nos métiers
- ✓ Jurys, Job dating, CLEE



# **La Résidence Autonomie**



# I) L'organisation et les missions de la Résidence Autonomie

## I-1. L'Hébergement

La Résidence Autonomie est un **Établissement Médico-Social non médicalisé** dont la vocation est l'accueil et l'hébergement de Personnes Âgées Autonomes (du GIR 4 au GIR 6).

Vivre dans une **Résidence Autonomie** permet de :

- Continuer à vivre de manière totalement indépendante dans un appartement privatif T1bis ou T2.
- Bénéficier d'un environnement plus adapté et sécurisé.
- Bénéficier des services collectifs comme la restauration et les animations.
- Bénéficier d'un loyer modéré permettant de percevoir l'allocation logement sous conditions de ressources.

Pour 2024, le montant des loyers était de :

- T1bis : 366 € /mois
- T2 : 480 € /mois
- Provision eau : 6,25 € /mois /personne

Le taux d'occupation en 2024 est de 97 %

## I-2. La Restauration

La Résidence Autonomie propose un service de restauration tous les midis du Lundi au Samedi, ces repas sont servis à l'assiette dans la salle de Restaurant à partir de 12h. Les résidents doivent commander leurs repas à l'avance.

Le secrétariat commande les repas auprès du Restaurant Municipal, ils sont livrés la veille en liaison froide, ils sont reconditionnés, réchauffés et servis par le personnel de service tous les midis. Beaucoup de résidents prennent leurs repas à la salle de restaurant mais pas forcément tous les jours.

Ce service de Restauration est également ouvert aux personnes extérieures, notamment aux personnes âgées vivant à domicile qui souhaitent prendre un repas équilibré et rompre la solitude. Les personnes venant à "Gymadom" les lundis et vendredis déjeunent également à la Résidence après leur activité.

- **9 487 repas ont été servis en 2024 (contre 10 262 en 2023)**

**Prix du repas du 01.01.2024 au 31.09.24 : 8,50 €**

**Prix du repas du 01.10.2024 à ce jour : 9,00 €**

### I-3. Les Animations – Les Actions de Prévention

Un programme d'animation est mis en place chaque mois par l'adjointe administrative chargée de l'animation et il est diffusé par le "Petit Journal".

De nombreuses animations sont proposées : travaux manuels, arts créatifs, décorations pour les menus à thèmes, sorties accompagnées : cinéma, sorties en ville, visites de lieux culturels...

L'animatrice réalise également de nombreux projets avec des établissements scolaires afin de développer et entretenir les liens intergénérationnels.

En 2024, les Résidents ont eu des échanges lors des projets avec :

- Les écoles maternelles et primaires de la ville de Mayenne, notamment l'École Maternelle Pierre et Marie Curie, les collèges, notamment avec les élèves et enseignants du Collège Sévigné,
- Les lycées : projets avec les classes SAPAT du Lycée Rochefeuille et avec les lycéens de première du Lycée Général Lavoisier.

#### Le Forfait Autonomie

La loi ASV (Adaptation de la Société au Vieillessement) du 28 décembre 2015 a renforcé le rôle des Résidences Autonomies dans la prévention de la perte d'autonomie grâce à la mise en place du "**Forfait Autonomie**". Ce financement de la CNSA (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie) est versé par le Conseil Départemental (16 898 € en 2024), permet de proposer gratuitement aux résidents des actions de maintien de l'autonomie grâce à l'intervention de prestataires extérieurs :

- **Ateliers Gym douce** animés par un éducateur en sport adapté de l'Association Siel Bleu – une fois par semaine pour 2 groupes.
- **Ateliers Chant Chorale** animés par une cheffe de chœur du Conservatoire – 1 séance par semaine en période scolaire.
- **Ateliers Soins et Esthétique** animés par une socio-esthéticienne - 2 séances par mois.
- **Ateliers d'Art- thérapie** animés par une plasticienne - 2 séances par mois.
- **Groupes de paroles** "Un brin de Causette" animés par une psychologue clinicienne – une séance tous les 6 semaines.
- **Ateliers numérique** animés par le conseiller numérique - 1 séance par mois.
- **Ateliers lecture** animés par les bibliothécaires de la Médiathèque de Mayenne – 3 séances par an.

En 2024, avec le **Plan May'ainés 2**, le Conseil Départemental a décidé de "doubler" l'aide versée par le forfait autonomie, la Résidence a donc reçue 15 000 € supplémentaires fin 2024. Ce financement a été contractualisé par la signature d'une convention jusqu'en 2028.

Grâce à ce financement supplémentaire, nous proposons depuis septembre 2024, des **séances de médiation animale** toutes les 6 semaines, elles sont animées par une animatrice diplômée en médiation animale. Suivant les séances, elle emmène différents animaux : poney, chiens, lapins...

Cette nouvelle activité est très appréciée, elle attire certains résidents qui ne viennent pas habituellement sur d'autres animations, notamment des hommes.

## II) Le Personnel

L'équipe de la Résidence Autonomie est composée de 5 Agents à temps complet :

- 1 Directrice qui assure la gestion administrative et comptable de l'établissement.
- 1 Secrétaire, adjointe à la responsable, qui assure l'accueil et le suivi administratif des Résidents (loyers- repas) et participe activement à la mise en place du programme d'animation.
- 3 Adjoints techniques polyvalents qui assurent l'entretien des locaux communs et le service des repas le midi à la Salle de restaurant du lundi au samedi. Leur temps de travail est réparti sur un cycle de 3 semaines afin de couvrir les 6 jours de service. Ils participent également aux animations et à tous les temps forts de la Résidence : anniversaires, sorties, repas à thème, repas de Noël...
- 3 vacataires interviennent à tour de rôle, tous les samedis midi pour aider l'adjoint technique titulaire pour le service de 12h à 14h.

En 2024, la moyenne d'âge de l'équipe est de 57 ans et l'ancienneté dans le poste de 7 ans. Le départ à la retraite d'une agente technique polyvalente présente depuis 28 ans à la Résidence, est prévu fin janvier 2025, son remplacement est assuré à partir du 1<sup>er</sup> février 2025 par un collègue venant des Services Techniques.

### **L'accueil des Stagiaires**

Cet accueil est primordial pour la Résidence tant pour le Personnel que pour les Résidents, il participe à l'ouverture de l'établissement sur l'extérieur et répond à sa mission de formation des futurs professionnels du secteur médico-social.

De nombreux partenariats avec les établissements scolaires permettent l'accueil de :

- Collégiens de 4<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> pour leur stage "découverte" et immersion professionnelle,
- Lycéens de bac professionnel ASSP (Accompagnement, Soins et Services à la Personne) du lycée Léonard de Vinci,
- Lycéens de bac professionnel SAPAT (Services Aux Personnes et le Bac Pro Services aux Personnes et aux Territoires) du Lycée Rochefeuille,
- Lycéens de bac pro AGORA du Lycée Léonard de Vinci ou bac pro Accueil du Lycée Don Bosco,
- Étudiants de BTS SP3S (Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Social) des Lycées Réaumur et Haute Follis à Laval,
- Adultes en stage de formation professionnelle de CAP Formation.

Le personnel participe à l'accueil et à l'encadrement des stagiaires, un "tuteur" référent de l'élève est nommé à chaque période de stage et participe à son évaluation avec les enseignants.

Ce système de tutorat permet à chaque membre de l'équipe de mieux connaître les différentes formations, les objectifs de l'élève et ainsi créer un lien particulier afin de mieux les intégrer dans le monde professionnel.

En 2024, 21 stagiaires ont été accueillis pour 38 semaines de stage.

## III) Les indicateurs de suivi

### III-1. Le profil des Résidents au 31/12/2024

41 Résidents : 30 Femmes – 11 Hommes (1 couple)

Moyenne d'âge : 86 ans

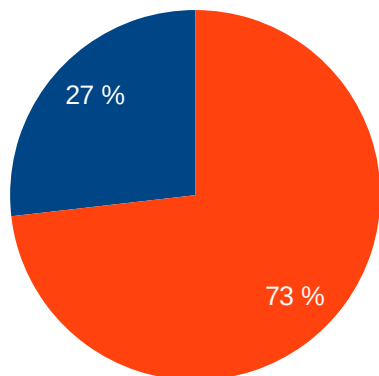
Amplitude des âges : de 64 à 97 ans, soit 33 ans

Durée moyenne de séjour : 4 ans

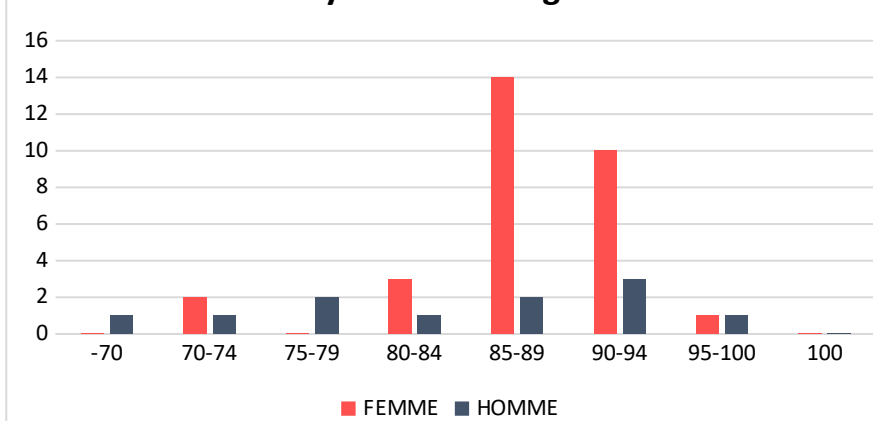
**Les GIR** (Groupes Iso-Ressources) :

- GIR 6 et 5 (personnes les plus autonomes) : 26 personnes
- GIR 4 : 13 (personnes en perte d'autonomie) : 13 personnes
- GIR 3 : 2 (personnes ayant besoin d'aide quotidiennement) : 2 personnes

Répartition Hommes / Femmes 2024



Pyramide des âges



### III-2. Les départs et les arrivées en 2024

6 Résidents ont quitté l'établissement : ces personnes sont toutes parties en EHPAD.  
La moyenne d'âge au départ en 2024 est de 86 ans.

5 résidents ont intégré la Résidence en 2024.  
La moyenne d'âge à l'arrivée de ces nouveaux résidents est de 83 ans (entre 72 et 92 ans).

### **III-3. L'Astreinte et les Hospitalisations en 2024**

En 2024, les agents ont été sollicités 3 fois sur l'astreinte.

7 Résidents ont connu une ou plusieurs hospitalisations pendant l'année 2024, ce qui représente 532 jours d'hospitalisation.

Un résident a été hospitalisé toute l'année en Santé Mentale, il recherche actuellement un autre projet de vie.

### **III-4. La vaccination anti-Covid**

Une séance de vaccination collective a été organisée le 14 octobre 2024 en partenariat avec le Pôle de Santé Libérale de Mayenne et à la demande du CVS.

Cette vaccination n'est plus obligatoire et les Résidents remplissent une demande au préalable afin que les soignants préparent en amont les doses.

Le 14 Octobre 2024 : 28 résidents ont été vaccinés pour la 7eme injection.

Parallèlement, la vaccination contre la grippe est réalisée par les infirmiers libéraux de chaque résident.

Il existe donc une bonne couverture vaccinale, la Résidence n'a jamais connu d'épidémie, quelques résidents ont été malades mais jamais sans gravité.

Les gestes barrières, la désinfection des mains à l'arrivée à la salle de restaurant et le port du masque lors de la présence de symptômes sont toujours respectés dans l'établissement.

### **III-5. La liste d'attente sur Via trajectoire**

Le site "Via trajectoire" est un site national d'inscription des personnes âgées auprès des EHPAD et des Résidences Autonomies.

Au 31/12/2024, la Résidence Autonomie comptabilise 36 inscriptions sur sa liste d'attente. La grande majorité de ces inscriptions sont des "inscriptions de précaution".

A chaque départ de résidents, la directrice appelle les personnes pour qu'elles viennent visiter et se positionner sur leur volonté d'emménager, on constate que ce sont souvent les derniers inscrits qui souhaitent entrer rapidement.

## **IV) Les Commissions et groupes de travail**

### **IV-1. L'Évaluation Externe de la Résidence réalisée en 2024**

Suivant le calendrier défini par le Conseil Département, la Résidence de Mayenne a réalisé son évaluation externe en 2024. Elle est la première des 12 résidences du département à fournir ce travail, les autres ayant reporté leurs évaluations sur les 2 prochaines années. Les évaluations externes sont à réaliser tous les 5 ans.

L'évaluation externe doit être réalisée par un organisme agréé par la HAS (Haute Autorité de Santé), elle s'appuie sur le nouveau référentiel ESMS de 2022.



Un appel d'offre a été lancé dès le mois de mars 2024 et a permis de retenir le Cabinet Galata Organisation (Châteaugiron - 35) pour réaliser cette évaluation sur site pendant deux jours : les 10 et 11 Octobre 2024.

Un important travail de remise à jour des documents a été réalisé en amont et une liste de pièces réglementaires a été transmise en septembre à l'Organisme.

Lors de l'Évaluation sur site, des entretiens ont été réalisés avec les Résidents, le personnel, le CVS et la Gouvernance.

L'évaluation reprend 9 grandes thématiques et 139 critères standards + 18 critères impératifs. Le rapport final remis fin décembre a montré les points forts de l'établissement et les pistes d'amélioration à développer.

Le rapport final souligne que l'établissement prend bien en compte les besoins et attentes des résidents et des familles, que les professionnels sont impliqués et se sont bien appropriés les outils de la loi 2002-2 (accompagnement, bientraitance.. ). Néanmoins, certains critères restent à formaliser. Un plan d'action et l'acquisition d'un logiciel métier permettront de répondre aux besoins de formalisation et de traçabilité.

## **Le Conseil de la Vie Sociale (CVS)**

Instance obligatoire dans tous les Établissements Médico-Sociaux, le CVS est composé des représentants des résidents, des familles, du personnel et l'élue déléguée à la Résidence Autonomie.

Le CVS permet, notamment d'échanger sur le projet de la Nouvelle Résidence, sur l'organisation des repas, les animations. Les résidents et familles peuvent exprimer leurs questionnements et échanger sur des sujets liés à la vie collective. Pour autant, le CVS est une instance consultative, elle n'a pas de pouvoir décisionnaire mais ses réflexions sont remontées à la direction et aux élus du CCAS.

En 2024, Le CVS s'est réuni trois fois. Les membres ont été consultés dans le cadre de l'Évaluation externe le 10 octobre 2024. La restitution de l'évaluation leur sera présentée début 2025.

## **IV-2. La commission Repas**

Composée des représentants des résidents, des familles, du personnel, de l'élue déléguée à la Résidence Autonomie et du personnel du Restaurant Municipal, cette commission qui se réunit 2 fois par an permet d'échanger sur les menus, leur fabrication à la Cuisine Centrale, la spécificité de la liaison froide. Il est possible d'apporter des idées ou des modifications quant à la composition des menus. Parallèlement, un cahier de liaison est mis à disposition des Résidents pour donner leur avis.

Cette commission participe au bon fonctionnement et aux bonnes relations avec le Restaurant Municipal.

Les repas à thème sont très appréciés. Le repas de Noël 2024 a été particulièrement réussi cette année encore.

### **IV-3. Le Copil de la Nouvelle Résidence Autonomie**

Le CCAS a confié le portage du projet de la nouvelle Résidence à Mayenne Habitat, bailleur social bien implanté sur la Ville de Mayenne et déjà en charge de l'opération de rénovation urbaine en cours sur le quartier du Pommier.

Afin que le nouveau bâtiment réponde aux attentes de la Collectivité, le CCAS a constitué un Comité de Pilotage, composé d'Administrateurs, de représentants d'associations et de résidents, dans le but d'établir le cahier des charges de la future résidence.

En 2024, le Copil s'est réuni 3 fois afin de définir le cahier des charges, d'étudier le plan de financement de l'opération et son impact sur les futurs loyers.

Ce plan de financement est en phase d'élaboration et le CCAS attend des réponses du Conseil Département concernant les subventions mobilisables sur le projet.

### **IV-4. L'Association Parcours&Vous**

L'association "Parcours&Vous" est issue du collectif "Divadom" créé en 2018 par les représentants des EHPAD, Résidences Autonomies et Services d'aide à domicile du territoire de Mayenne Communauté.

Ses objectifs sont de mettre en œuvre l'ensemble des projets définis par le collectif.

5 Grandes thématiques sont identifiées : La Prévention, Le Répit des aidants, le Parcours de la Personne Âgée, la Formation des personnels des structures et l'Attractivité des métiers du Grand Age.

En 2024, l'association a déposé des appels à projet et a obtenu les moyens financiers nécessaires à la mise en place d'une partie du programme d'actions, notamment la poursuite du programme Gymadom développé dans les établissements (EHPADs, RA et Maison Partagée) pour les personnes vivant à domicile. La Résidence Autonomie accueille 2 groupes de Gymadom "suite" : le lundi et le vendredi. Outre l'activité physique adaptée, ces séances sont l'occasion de nouer des liens avec des seniors "du domicile", ils partagent également leurs repas avec les Résidents, c'est un rendez-vous attendu pour un bon moment de convivialité. Plus de 20 personnes par semaine sont ainsi venues à la RA en 2024 dans le cadre de cette activité.

L'association est également partenaire de la Plateforme de répit créée fin 2022 et financée par l'ARS à l'échelle du Nord Mayenne et du CRT (Centre de Ressources Territorial pour les personnes âgées) début 2024. La plateforme de répit constitue par exemple un appui pour la résidence autonomie dans l'accompagnement des résidents qui présentent des troubles cognitifs (dispositif Sout'aidant, participation à des accueils de jour...).

Un des temps fort de l'association en 2024 a été l'organisation de la journée à destination des professionnels des établissements et services du territoire : "Donner du sens à nos pratiques professionnelles de l'accompagnement des personnes âgées". Cette journée a donné une lisibilité et un sens concret à toutes les équipes de professionnels des établissements. Deux agents de la Résidence autonomie ont pu participer à cette journée de formation.

La forme associative de l'association est riche de l'engagement de chacun des partenaires dans la mise en place de projets partagés. Elle permet aussi l'échange d'expériences entre structures.

## V) Les budgets

### V-1. Le Budget Annexe "Hébergement"

Ce budget annexe est présenté selon les règles de l'instruction comptable M22 régissant les EMS du secteur public. Il présente les dépenses et recettes afférant à la partie Hébergement des Résidents et aux animations proposées dont les actions de préventions développées dans le cadre du Forfait Autonomie.

Pour 2025, le Budget Primitif a été voté en équilibre le 02 décembre 2024 :

- La section d'exploitation s'équilibre à 243 975 €
- La section d'investissement à 2 084 €

Les recettes sont principalement les loyers perçus.

Pour 2024, les tarifs des loyers ont été augmentés de 3%, ils sont de :

- T1bis : 377 € /mois
- T2 : 494 € /mois
- Provision eau : 6,25 € /mois/personne

### V-2. Le Budget Restauration de la Résidence Autonomie

Le travail entamé en 2023 avec le Restaurant Municipal et le CCAS a permis de restructurer l'organisation et limiter les coûts : suppression du double choix et augmentation des tarifs.

Le tarif des repas servis à la Résidence a été augmenté de 8,50 € à 9 € au 1<sup>er</sup> octobre 2024, un tarif spécifique a été instauré pour le repas de Noël à 20 €.

L'ensemble de ces mesures contribue à limiter le coût de ce service.

### V-3. Le Budget "entretien et charges" liés aux bâtiments de la Résidence

Ce budget correspond aux charges d'entretien des bâtiments de la Résidence Autonomie assuré par le CCAS en sa qualité de propriétaire du bien immobilier.

Les bâtiments datent de 1976, ils sont "vieillissants" et nécessitent une charge d'entretien importante en attendant le nouveau projet de Résidence.

En 2024, La redevance versée par le Budget Annexe Résidence au CCAS a été diminuée à 20 000 € car l'établissement a obtenu l'exonération de la Taxe Foncière. Cette taxe représentait un coût d'environ 14 000 €/ an.

## **VI) Les Perspectives - les projets 2025**

### **VI-1. Acquisition d'un logiciel métier pour la gestion de la Résidence Autonomie**

Projet phare de l'année 2025, la Résidence va s'équiper d'un logiciel métier qui permettra une gestion optimisée de l'établissement. Après consultation de plusieurs prestataires de logiciels, le choix s'est porté sur la société Equasens qui développe le logiciel Titan adapté à la gestion d'un ESMS. Ce logiciel permettra le suivi des dossiers Résidents, suivi soins et animations, suivi hébergement, entretien des locaux...

Cet équipement sera intégralement financé dans le cadre du Ségur du Numérique en Santé. Le projet est porté par une "Grappe" financée par L'ARS des Pays de la Loire. L'installation du logiciel et les formations du personnel auront lieu au cours du 3ème trimestre 2025. Auparavant le prestataire est en lien avec le service informatique pour vérifier les pré-requis. L'établissement doit être équipé de la Fibre au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2025.

### **VI-2. Projet de la Nouvelle Résidence**

Poursuite du travail entamé avec le bailleur et détermination du plan de financement en fonction des subventions mobilisables.

### **VI-3. Poursuite de l'Accueil des Groupes "Gymadom Suite" à la Résidence**

Le dispositif Gymadom a démontré ses effets bénéfiques, il est porté par l'Association Parcours&Vous qui a la volonté de le développer sur plusieurs structures d'hébergement de Mayenne Communauté : les EHPADs de la Providence et de Martigné, la Résidence Autonomie de Mayenne et plus récemment la Maison Partagée Nelisa de Mayenne.

### **VI-4. Partenariat avec le Lycée Rochefeuille pour le séjour Part'âges**

Pour la seconde année, le Lycée Rochefeuille a été retenu par la MSA pour porter le "Séjour Part'âges". Ce séjour a pour vocation de proposer aux seniors des établissements du territoire et des Possibles un séjour accompagné par les élèves de Première SAPAT.

Ce dispositif est éligible aux financements "Seniors en Vacances" de l'ANCV pour les seniors et la MSA finance le transport en car et le coût du séjour des jeunes.

Encadré par deux enseignantes et deux bénévoles, ce séjour réunit 23 jeunes et 23 personnes âgées pour 5 jours de vacances au Domaine "Port aux Rocs" du Croisic du 31 mars au 04 avril 2025.

Actuellement, quatre résidentes de la Résidence Autonomie se sont inscrites dans ce dispositif. Des rencontres sont prévues en amont pour faire connaissance et élaborer ensemble les activités du séjour.

## GLOSSAIRE

<b>AAD</b>	Aide à domicile
<b>AGEC</b>	Anti-gaspillage pour une économie circulaire
<b>ALT</b>	Allocation Logement Temporaire
<b>AMASE</b>	Allocation Mensuelle d'Aide Sociale à l'Enfance
<b>ANAP</b>	Agence Nationale d'Appui à la Performance des établissements de santé et médico-sociaux
<b>APA</b>	Allocation Personnalisée d'Autonomie
<b>ARS</b>	Agence Régionale de Santé
<b>BTS</b>	Brevet technicien supérieur
<b>CARSAT</b>	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé Au Travail
<b>CCAS</b>	Centre communal d'action sociale
<b>CD 53</b>	Conseil Départemental de la Mayenne
<b>CEAS</b>	Centre d'Étude et d'Action Sociale
<b>CHNM</b>	Centre hospitalier nord Mayenne
<b>CIDFF</b>	Centre d'Information sur le Droit des Femmes et des Familles
<b>CLEE</b>	Comités locaux école-entreprise
<b>CNSA</b>	Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie
<b>CPOM</b>	Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens
<b>CTI</b>	Complément de traitement indiciaire
<b>DDETSPP</b>	Direction départementale Emploi, Travail, Solidarités et Protection des Populations
<b>DIPEC</b>	Document individuel de prise en charge
<b>DUI</b>	Dossier Usager Informatisé
<b>EAAR</b>	Équipe d'Appui en Adaptation et Réadaptation
<b>EHPAD</b>	Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
<b>ESMS</b>	Établissements et services sociaux et médico-sociaux
<b>ETP</b>	Équivalent temps plein
<b>FAJ</b>	Fonds d'Aide aux Jeunes
<b>GIR</b>	Groupe Iso-Ressources
<b>HAD</b>	Hospitalisation A Domicile
<b>MAIA</b>	Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'aides et de soins dans le champ de l'Autonomie
<b>MDA</b>	Maison Départementale de l'Autonomie
<b>MSA</b>	Mutualité Sociale Agricole
<b>OSCAR</b>	Offre de Services Coordonnée pour l'Accompagnement de ma Retraite

<b>PACEA</b>	Parcours contractualisé d'accompagnement vers l'emploi et l'autonomie
<b>PAERPA</b>	Personnes Âgées En Risque de Perte d'Autonomie
<b>PAP</b>	Projet d'accompagnement personnalisé
<b>PASS</b>	Permanence d'Accès aux Soins et à la Santé
<b>PCH / ACTP</b>	Prestation de Compensation du Handicap / Allocation Compensatrice pour Tierce Personne
<b>PJJ</b>	Protection Judiciaire de la Jeunesse
<b>PRAP2S</b>	Prévention des Risques liés à l'Activité Physique – Sanitaire et Social
<b>QF</b>	Quotient Familial
<b>QVT</b>	Qualité vie au travail
<b>RH</b>	Ressources humaines
<b>RSA</b>	Revenu de Solidarité Active
<b>SAAD</b>	Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile
<b>SAD</b>	Service autonomie à domicile
<b>SIAO</b>	Service Intégré d'Accueil et d'Orientation
<b>SISA</b>	Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires
<b>SSIAD</b>	Service de Soins Infirmiers A Domicile
<b>VPP53</b>	Victimes & Prévention Pénale 53